



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/C.12/37/1
15 septembre 2006

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMITÉ DES DROITS ÉCONOMIQUES,
SOCIAUX ET CULTURELS
Trente-septième session
Genève, 6-24 novembre 2006

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE ET ANNOTATIONS

Note du Secrétaire général

1. La trente-septième session du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, créé conformément à la résolution 1985/17 du Conseil économique et social, se tiendra à l'Office des Nations Unies à Genève du 6 au 24 novembre 2006 (Palais Wilson). La 1^{re} séance aura lieu le lundi 6 novembre 2006, à 10 heures.
2. L'ordre du jour provisoire de la trente-septième session du Comité et les annotations y relatives figurant ci-après ont été établis par le Secrétaire général conformément à l'article 4 du règlement intérieur du Comité.
3. L'attention des États parties est appelée en particulier sur les annotations au point 6, où sont énumérés les rapports dont le Comité sera saisi à sa trente-septième session et à ses sessions futures.

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Organisation des travaux.
3. Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.
4. Suite donnée à l'examen des rapports présentés conformément aux articles 16 et 17 du Pacte.
5. Relations avec les organismes des Nations Unies et les autres organes conventionnels.
6. Examen des rapports:
 - a) Rapports présentés par les États parties conformément aux articles 16 et 17 du Pacte;
 - b) Rapports présentés par les institutions spécialisées conformément à l'article 18 du Pacte.
7. Présentation de rapports par les États parties conformément aux articles 16 et 17 du Pacte.
8. Formulation de suggestions et de recommandations générales fondées sur l'examen des rapports présentés par les États parties au Pacte et par les institutions spécialisées.
9. Adoption du rapport annuel.
10. Questions diverses.

ANNOTATIONS

1. Adoption de l'ordre du jour

Aux termes de l'article 5 du règlement intérieur, l'adoption de l'ordre du jour constitue le premier point de l'ordre du jour provisoire d'une session, sauf s'il y a lieu d'élire les membres du Bureau conformément à l'article 14. Aux termes de l'article 6 du règlement intérieur, le Comité peut, au cours d'une session, réviser l'ordre du jour et, s'il y a lieu, y inscrire des questions, en supprimer, ou en ajourner l'examen.

2. Organisation des travaux

Conformément à l'article 8 de son règlement intérieur, le Comité examine au début de chaque session les questions d'organisation appropriées, y compris le calendrier de ses réunions. À cet égard, l'attention est appelée sur le projet de programme de travail pour la session, établi par le Secrétaire général en consultation avec la Présidente du Comité et conformément à l'usage établi (E/C.12/37/2).

3. Questions de fond concernant la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels

Le Comité a décidé à sa quatorzième session (28 avril-17 mai 1996) qu'à partir de sa quinzième session les discussions concernant la mise en œuvre du Pacte (journées de débat général, examen et adoption d'observations générales, méthodes de travail, documents soumis par des ONG, etc.) se dérouleraient au titre de ce point de l'ordre du jour. Le Comité a décidé d'examiner à sa trente-septième session les projets d'observation générale établis par les rapporteurs respectifs sur l'article 2, paragraphe 2, (non-discrimination) et sur l'article 9 (le droit à la sécurité sociale).

4. Suite donnée à l'examen des rapports présentés conformément aux articles 16 et 17 du Pacte

À sa quatorzième session, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels, reconnaissant l'importance qu'il y avait à examiner périodiquement la suite donnée à ses suggestions et recommandations par les États parties, a demandé au secrétariat de lui présenter, à compter de sa quinzième session, un document indiquant tous les cas dans lesquels le Comité avait souhaité que des mesures de suivi soient prises. À cet égard, l'attention des membres du Comité est appelée sur le document E/C.12/2003/3, qui contient les informations demandées.

5. Relations avec les organismes des Nations Unies et les autres organes conventionnels

Le Comité a décidé, à sa sixième session, de charger certains de ses membres de suivre, à titre individuel, les travaux des autres organes conventionnels. Le rôle de ces membres consiste à suivre aussi attentivement que possible les activités des comités pertinents, à établir éventuellement des contacts avec leurs membres et à présenter oralement un rapport sur les faits nouveaux intervenus dans leurs travaux, tant sur le plan de la procédure que sur le fond, qui semblent présenter un intérêt spécifique pour les travaux du Comité (E/1992/23, par. 371 à 373).

Des réunions du Groupe conjoint d'experts UNESCO (Comité sur les conventions et recommandations)/Conseil économique et social (Comité des droits économiques, sociaux et culturels) sur le suivi du droit à l'éducation, créé en vertu de la décision 2003/310 du Conseil économique et social en date du 25 juillet 2003 et de la décision 5.4 adoptée par le Conseil exécutif de l'UNESCO en octobre 2001, seront convoquées pendant la session. Le Groupe conjoint d'experts se compose de quatre membres, à savoir: deux membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels et deux membres du Comité sur les conventions et recommandations de l'UNESCO. Le Groupe conjoint se réunira pendant deux jours au siège de l'UNESCO à Paris.

6. Examen des rapports

a) Rapports présentés par les États parties conformément aux articles 16 et 17 du Pacte

Aux termes du paragraphe 2 de l'article 61 de son règlement intérieur, le Comité examine normalement les rapports présentés par les États parties en vertu de l'article 16 du Pacte dans l'ordre dans lequel ils ont été reçus par le Secrétaire général. Les représentants des États parties qui présentent un rapport ont le droit d'assister aux séances du Comité consacrées à l'examen dudit rapport; ces représentants doivent être à même de faire des déclarations sur les rapports soumis par leur gouvernement et de répondre aux questions que peuvent leur poser les membres du Comité.

En application du paragraphe 2 de l'article 62 du règlement intérieur du Comité, le Secrétaire général a, par une note verbale datée du 27 juillet 2006, notifié aux États parties intéressés la date d'ouverture et la durée de la trente-septième session du Comité et les a invités à envoyer des représentants pour assister aux séances du Comité au cours desquelles leur rapport serait examiné. À la suite de consultations avec les missions permanentes des États parties concernés au sujet des dates d'examen de leurs rapports respectifs, le Secrétaire général a, en consultation avec la Présidente du Comité, établi le calendrier provisoire d'examen de ces rapports, qui figure dans le document E/C.12/37/2.

Au 13 septembre 2006, le Secrétaire général avait reçu les 13 rapports énumérés ci-après et en attente d'examen par le Comité. Les rapports des États parties qui doivent être examinés à la trente-septième session du Comité (novembre 2006) sont signalés comme tels dans la dernière colonne des tableaux reproduits ci-après. Les cinq rapports indiqués comme devant être examinés à la trente-huitième session du Comité en mai 2007 sont ceux que le Comité a reçus ensuite, dans l'ordre chronologique dans lequel ils lui sont parvenus. Leur examen est prévu pour la trente-huitième session sous réserve d'approbation par le Comité.

Rapports reçus et en attente d'examen

Rapports initiaux

	Cote	Reçu le	Attendu le	Examen prévu pour
1. Albanie	E/1990/5/Add.67	5 janvier 2005	30 juin 1999 30 juin 2004	Trente-septième session (novembre 2006)
2. Tadjikistan	E/C.12/TJK/1			Trente-septième session (novembre 2006)
3. Lettonie	E/1990/5/Add.70	12 août 2005	30 juin 1994	Trente-huitième session (mai 2007)

Deuxièmes rapports périodiques

	Cote	Reçu le	Attendu le	Examen prévu pour
1. El Salvador	E/1990/6/Add.39	6 décembre 2004	30 juin 1995	Trente-septième session (novembre 2006)
2. Costa Rica (Deuxième à quatrième rapports périodiques)	E/C.12/CRI/4	5 mai 2006	30 juin 1993 30 juin 1998 30 juin 2003	Trente-huitième session (mai 2007)
3. Népal	E/C.12/NPL/2	30 juin 2006	30 juin 2006	
4. Paraguay (Deuxième à troisième rapports périodiques)	E/C.12/PRY/3	31 août 2006	30 juin 1999 30 juin 2004	

Troisièmes rapports périodiques

	Cote	Reçu le	Attendu le	Examen prévu pour
1. Belgique	E/C.12/BEL/3	15 mai 2006	30 juin 2005	
2. Pays-Bas (Antilles)	E/C.12/ANT/3	18 août 2005	30 juin 1997	Trente-huitième session (mai 2007)
3. Hongrie	E/C.12/HUN/3	29 septembre 2005	30 juin 1994	Trente-huitième session (mai 2007)

Cinquièmes rapports périodiques

	Cote	Reçu le	Attendu le	Examen prévu pour
1. Ukraine	E/C.12/UKR/5	7 juin 2006	30 juin 2006	
2. Finlande	E/C.12/FIN/5	10 octobre 2005	30 juin 2005	Trente-huitième session (mai 2007)
3. Suède	E/C.12/SWE/5	26 juillet 2006	30 juin 2006	

b) Rapports présentés par les institutions spécialisées conformément à l'article 18 du Pacte

Conformément à l'article 67 de son règlement intérieur, le Comité doit examiner les rapports présentés par les institutions spécialisées en application de l'article 18 du Pacte.

En vertu de l'article 68 du règlement intérieur, des représentants des institutions spécialisées intéressées peuvent faire des déclarations sur les questions liées à leur domaine de compétence au cours de l'examen du rapport de chaque État partie par le Comité. Les représentants des États parties qui présentent un rapport au Comité peuvent répondre aux observations formulées par les institutions spécialisées, ou en tenir compte. Le Secrétaire général a invité les institutions spécialisées, les organismes des Nations Unies et les institutions financières ci-après à se faire représenter aux séances du Comité: Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation mondiale de la santé (OMS), Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale et Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le Comité sera saisi, en temps voulu, de tout rapport reçu des institutions spécialisées en application de l'article 18 du Pacte.

7. Présentation de rapports par les États parties conformément aux articles 16 et 17 du Pacte

Conformément au paragraphe 1 de l'article 59 de son règlement intérieur, le Comité examine à chaque session la situation en ce qui concerne les rapports à présenter en application de l'article 16 du Pacte et peut formuler des recommandations appropriées dans son rapport au Conseil, y compris des recommandations tendant à ce que le Secrétaire général envoie des rappels aux États parties qui n'ont pas encore fait parvenir leurs rapports.

Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité sera saisi du document ci-après:

Note du Secrétaire général sur les États parties au Pacte et l'état des rapports (E/C.12/37/3).

8. Formulation de suggestions et de recommandations générales fondées sur l'examen des rapports présentés par les États parties au Pacte et par les institutions spécialisées

Conformément à l'article 64 de son règlement intérieur, le Comité voudra peut-être formuler des suggestions et des recommandations de caractère général fondées sur l'examen qu'il aura fait des rapports présentés par les États parties et des rapports présentés par des institutions spécialisées, afin d'aider le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités, notamment

celles qui découlent des articles 21 et 22 du Pacte. Le Comité jugera peut-être bon également de soumettre au Conseil, pour examen, des suggestions concernant les articles 19, 22 et 23 du Pacte.

9. Adoption du rapport annuel

Le Comité examinera et adoptera le rapport annuel sur ses trente-sixième (1^{er}-19 mai 2006) et trente-septième (6-24 novembre 2006) sessions, qui sera soumis au Conseil économique et social.

10. Questions diverses

À sa vingt et unième session (1999), le Comité a décidé d'inscrire à son ordre du jour un point permanent intitulé «Questions diverses», au titre duquel il pourrait examiner toute question sortant du champ des autres points permanents de l'ordre du jour.
